

la carte blanche

Marie Arena (PS), Hilde Vautmans (Open VLD) et Louis Michel (MR), députés européens

Lettre ouverte au président du Burundi

Trois députés européens belges interpellent le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, alors que les tensions ne cessent de s'aggraver dans son pays.

Cher Monsieur le Président, Ces derniers mois, nous avons été témoins, au Burundi, de violences allant crescendo. En termes musicaux, un crescendo annonce souvent une apothéose. Celle que nous voyons se matérialiser actuellement dans votre pays est loin d'être lyrique. Bien au contraire, c'est la chronique d'un chaos annoncé.

Les massacres se poursuivent et prennent une dimension effrayante. Vos citoyens, par dizaines, ont trouvé la mort le week-end dernier lors de nombreuses exécutions arbitraires. Le Burundi a franchi un pas supplémentaire vers son déclin. De plus en plus violentes et de plus en plus ciblées, les confrontations avec l'opposition ont fini en réel bain de sang dans les rues de

Bujumbura.

N'avons-nous rien appris du Rwanda ? Ne voyons-nous pas les mêmes appels à la haine et la même recherche d'un bouc émissaire ?

Vous avez choisi, vous-même, de pérenniser votre exercice de pouvoir à l'encontre de la volonté de votre propre population. Toute la communauté internationale vous observe et réagit, Monsieur le Président. Non, ce n'est pas la Belgique qui en est l'instigateur. L'Ambassadeur américain et l'International Crisis Group ont également condamné explicitement les propos incitant à la haine de votre président du Sénat. Le Haut-Commissaire des Droits de l'Homme tirait déjà la sonnette d'alarme en septembre dernier. Le mois suivant, l'Union africaine instaurait des sanctions ciblées.

A présent, le Secrétaire général des Nations unies s'adresse à

vous et, en particulier, à votre gouvernement, vous exhortant à servir, en premier lieu, les intérêts de votre population. Le Conseil de Sécurité des Nations unies, quant à lui, ne cesse d'appeler au calme et à la reprise du dialogue alors que l'Union européenne revoit, en ce moment, le soutien accordé à votre pays. Que vous faut-il de plus ?

« L'Afrique aux Africains » dites-vous pour balayer d'un revers de la main les positions de la communauté internationale. Contrairement à ce que vous prétendez, nos appels ne sont pas un plaidoyer en faveur du néocolonialisme. L'ensemble de la communauté internationale doit jouer un rôle central. Nous considérons l'Union africaine comme un médiateur actif et constructif. En outre, nous appelons à renforcer la présence des Nations unies sur le terrain. Le bureau local actuel doit devenir le quartier général d'une nouvelle opération de maintien de

paix. Les efforts de votre collègue ougandais, M. Museveni, au nom de la Communauté d'Afrique de l'Est, méritent, à cet égard, tout notre soutien.

Enfin, l'Union européenne doit s'engager plus fermement. Les décisions prises par le ministre De Croo peuvent d'ailleurs

servir d'exemple : le soutien des forces policières a été suspendu, mais l'aide humanitaire à votre population continue. Nous appelons l'UE à étendre les sanctions individuelles (gels des avoirs et interdiction de visa) prises envers certains responsables des crimes et à renforcer son soutien à la société civile burundaise.

La résolution que nous avons votée le 17 décembre au Parlement européen abonde dans ce sens et propose d'autres mesures afin de sortir au plus vite de cette crise. Vos citoyens sont au cœur de nos préoccupations, mais permettez-nous de douter qu'il en soit de même de votre côté. ■